

# LES TERRES, LE CLIMAT ET LA CONSTRUCTION DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES : LE RAPPORT DU GIEC SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES TERRES ÉMERGÉES VU DE L'INTÉRIEUR

*Un entretien entre Marta Guadalupe Rivera  
Ferre et Katie Sandwell*

Le présent article repose sur une  
entrevue réalisée le 24 février 2020.

**Marta Guadalupe Rivera Ferre** est titulaire de la  
Chaire en agroécologie et systèmes alimentaires de  
l'université de Vic. Elle a travaillé sur le potentiel  
d'adaptation des connaissances agroalimentaires  
locales traditionnelles aux changements climatiques.  
Elle est également une des auteures principales  
de l'Évaluation internationale des connaissances,  
des sciences et des technologies agricoles pour le  
développement (IAASTD) et du cinquième rapport  
d'évaluation ainsi que du rapport spécial sur le chan-  
gement climatique et les terres émergées du Groupe  
d'experts intergouvernemental sur l'évolution du cli-  
mat (GIEC). Plus récemment, son travail s'est tourné  
en particulier vers la recherche agroalimentaire à la  
lumière des théories féministes et des communs.

**Katie Sandwell** est chargée de programmes au  
Transnational Institute (TNI) pour les projets « Dro-  
gues et démocratie » et « Justice agraire et environne-  
mentale ». Son travail porte notamment sur la tran-  
sition juste, la souveraineté alimentaire, les visions  
émancipatrices des droits humains et le contrôle  
démocratique des ressources. Son parcours univer-  
sitaire et ses diplômes en philosophie et en études  
environnementales reflètent son intérêt pour les  
mouvements sociaux et la souveraineté alimentaire.

Le TNI est un institut international de recherche  
et de plaidoyer qui œuvre à la construction d'un  
monde plus juste, plus démocratique et plus durable.  
Depuis plus de 40 ans, le TNI constitue un lieu de  
convergence unique pour les mouvements sociaux,  
les chercheurs engagés et les décideurs politiques.

*« Chaque discours correspond à un modèle mental, et chaque discours construit un avenir politique. Tous les discours sont donc politiques. »*

#### REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à Jennifer Franco et à Lyda Fernanda Forero (TNI), ainsi qu'à Sofia Monsalve (FIAN International) pour leur aide lors de la préparation de la méthodologie du présent article, et à Mariam Mayet (African Centre for Biodiversity), Sofia Monsalve et Philip Seufert (FIAN International) pour leur aide lors de la révision du présent article.

PHOTO | © Astrud Lea Beringer

Les terres jouent un rôle fondamental dans les processus permettant la vie humaine et non-humaine sur notre planète. La manière dont les terres sont utilisées, par qui et dans quel but, aura des conséquences importantes sur notre avenir collectif. En août 2019, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) – l'organisme des Nations Unies chargé d'évaluer les données scientifiques du changement climatique – a publié son rapport spécial sur le changement climatique et les terres émergées<sup>1</sup>.

Ce rapport a abordé les relations complexes entre le climat et les terres et rassemblé des scientifiques de renommée internationale pour examiner de plus près les liens entre notre système agro-alimentaire et le climat en pleine mutation.

Au cours de la présente entrevue, nous rencontrons une des principales auteures du chapitre sur la sécurité alimentaire afin de mieux comprendre les liens entre le climat, les terres et le droit à l'alimentation et à la nutrition. Nous analysons le processus de rédaction du rapport, ses forces et ses limites, et nous abordons quelques grandes questions liées aux modes de gestion et d'utilisation des terres les plus appropriés pour garantir un avenir plus juste et durable.

<sup>1</sup> GIEC. *Le changement climatique et les terres émergées : un rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres*. GIEC, 2019. Disponible sur : <https://www.ipcc.ch/srce/>.

**Ce rapport est très impressionnant et extrêmement complet. Vous avez également participé à l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD). Que pouvez-vous nous dire sur l'expérience de la participation à pareille entreprise ? Quelles sont les caractéristiques propres au processus suivi par le GIEC ?**

En ce qui concerne l'IAASTD, une partie des collègues avec qui je travaillais sur mon chapitre croyaient fermement que la technologie des organismes génétiquement modifiés (OGM) était la solution à tous les problèmes de l'agriculture et de l'alimentation. Avant de les rencontrer, je pensais, de manière irrationnelle, que les chercheurs et les chercheuses qui choisissaient de défendre ce type d'arguments, étaient, d'une manière ou d'une autre, à la solde des grandes multinationales. Lorsque j'ai rencontré cette équipe, j'ai dû revoir mon opinion : toutes ces personnes croyaient vraiment à ce qu'elles affirmaient. Ce sont des personnes de qualité, soucieuses de trouver des solutions, mais elles suivent des raisonnements et tiennent des discours qui sont spécifiques à leurs vies, et légitimés par leurs connaissances et leurs expériences.

C'est une réalité omniprésente dans le domaine scientifique et au niveau décisionnel. Grâce à ma collaboration avec différentes équipes de recherche dans ces espaces variés, j'ai appris à respecter les points de vue des autres – sans pour autant renoncer à défendre mes propres idées et points de vue. Évidemment, j'essaie de leur faire prendre conscience de l'existence d'une autre façon de voir les choses. Toutefois, cette expérience a changé mon attitude envers mes collègues qui ne partagent pas du tout mes opinions en matière d'agriculture et d'alimentation. J'ai vécu cette situation aussi bien au GIEC que dans le cadre de l'IAASTD.

Je précise, surtout à propos du GIEC - et c'est probablement en raison de l'urgence climatique actuelle et des progrès de la pensée systémique - que les équipes scientifiques se montrent particulièrement ouvertes aux nouvelles idées et prêtes à admettre que les anciennes méthodes n'ont pas fonctionné et qu'on ne peut plus continuer comme si de rien n'était.

Ceci dit, le GIEC (tout comme l'IAASTD) s'inscrivant dans un processus intergouvernemental, chacun de ses rapports doit être approuvé par les gouvernements. Ainsi, bien que ces rapports reposent toujours sur des éléments tangibles et purement scientifiques, on ne peut pas y dire tout ce qu'on veut ni comme on veut. Les mots utilisés sont essentiels et certains gouvernements peuvent se braquer sur des mots spécifiques. Toutefois, il est souvent possible de développer les concepts ou les processus désignés par ces mots pour exprimer l'idée tout en évitant le terme sensible. Il faut en avoir conscience lorsqu'on participe à ces processus ou à bien d'autres processus intergouvernementaux. Parvenir à introduire un mot sensible constitue déjà une grande avancée. Par exemple, les mots « souveraineté alimentaire » apparaissent dans le dernier rapport du GIEC ! C'est extraordinaire !

**Vous avez travaillé sur le chapitre consacré à la sécurité alimentaire, quel type d'échanges ce groupe de travail avait-il avec les groupes de travail en charge des autres chapitres ?**

La rédaction de ce rapport est le fruit de trois années de travail. Au cours de cette période, les groupes de travail doivent se réunir quatre fois en présentiel (face à face). Bien que, la plupart du temps, le travail avec l'équipe responsable de notre chapitre se déroule à distance, les réunions présentielles avec les autres groupes permettent l'intégration et la coordination avec les autres chapitres. L'objectif est de veiller à ce que le rapport tienne un discours cohérent et spécifique, et que toutes les opinions et conclusions légitimes y soient prises en compte. Par exemple, s'il n'y a pas de consensus scientifique sur un aspect, il faut le mentionner dans le document. Les

efforts de coordination se concentrent sur ces quatre réunions d'une semaine, qui sont très intenses.

**Vous avez effectué de nombreux travaux de recherche en agroécologie et sur les connaissances traditionnelles. Je me suis réjouie de voir que l'agroécologie figure dans le rapport et de constater qu'elle est envisagée comme une solution possible. Néanmoins, elle est surtout abordée sous un angle technique en négligeant les dimensions sociales et politiques qui sont souvent inhérentes à ce débat. Pouvez-vous me parler de la dynamique interne ? Est-ce une caractéristique inéluctable de ce type de rapport ou serait-il possible de le renforcer en y intégrant plus de points de vue politiques et socio-scientifiques ?**

Cela s'explique largement par la dynamique des rapports d'évaluation et par leur structure. Le GIEC se compose de trois groupes de travail : le premier se concentre sur la dynamique biophysique du changement climatique ; le second sur l'adaptation ; et le troisième sur l'atténuation, ainsi que sur les politiques à suivre pour la réaliser. Dans une certaine mesure, on peut dire que le GIEC est plutôt fragmenté.

Dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation, la communauté scientifique réclame des évaluations intégrées depuis un certain temps. En effet, le rapport spécial sur les terres émergées se veut une tentative d'évaluation plus intégrée de l'agriculture et de l'alimentation, avec les terres comme point d'entrée. Néanmoins, la production d'un rapport intégré et la collaboration avec des personnes expertes en matière d'adaptation et d'atténuation reste un exercice nouveau et difficile.

Le rapport comporte des chapitres sur la désertification (chapitre 3), la dégradation des terres (chapitre 4) et la sécurité alimentaire (le chapitre 5 auquel j'ai participé). La question des synergies et des compromis est traitée dans le chapitre 6, et les politiques dans le chapitre 7. Malgré les efforts d'intégration et de cohérence lors des réunions qui rassemblent les équipes de tous les chapitres, ils sont écrits par des personnes différentes. Mon chapitre traite donc bien d'agroécologie, mais uniquement dans le contexte de la sécurité alimentaire.

Nous avons abordé toutes les dimensions de la sécurité alimentaire et étudié l'impact du changement climatique sur chacune d'elles, ainsi que l'influence des systèmes alimentaires sur le changement climatique en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Ensuite, nous avons discuté des synergies et des compromis, et c'est dans ce cadre que nous avons parlé d'agroécologie. Nous voulions montrer comment certaines pratiques agricoles et agroécologiques, telles que la fixation de la matière organique dans le sol, les cultures associées, la rotation des cultures, etc., peuvent contribuer à la fois à l'atténuation et à l'adaptation. Notre objectif premier était bien de faire comprendre que donner la priorité à l'agroécologie permet d'apporter une réponse plus intégrée [au changement climatique]. Nous avons également fait le lien avec les variétés locales ou négligées et avec les connaissances autochtones. C'est donc bien la structure du rapport, les personnes qui ont participé à sa rédaction et le sujet de notre chapitre qui rendent l'approche plus technique.

C'est dans la documentation complémentaire, et non dans le texte principal, que vous trouverez des informations et des exemples illustrant comment les mouvements de la société civile participent à la gouvernance de la sécurité alimentaire au

niveau mondial. Mais c'est un passage obligé et ça fait partie des compromis qu'il faut accepter en cours de route. L'agroécologie figure également dans le chapitre 6 sur les synergies et les compromis, et dans le chapitre 7 sur les politiques.

**Avez-vous eu l'impression au cours du processus qu'il y a eu des « taches aveugles » ou des aspects importants qui étaient exclus de votre « mandat » ? Par exemple, de nombreuses personnes qui militent aujourd'hui pour les droits à la terre s'inquiètent de la concentration croissante de la propriété foncière au niveau mondial ; pourtant, cela n'apparaît nulle part dans le chapitre sur la sécurité alimentaire. Avez-vous abordé cet aspect dans vos discussions ? Pensez-vous que cela nous donne une indication au sujet du processus ?**

Cette question est couverte aux chapitres 6 et 7. Le chapitre 6 examine 41 choix potentiels en matière d'atténuation et d'adaptation, de dégradation des terres, de désertification et de sécurité alimentaire. Différentes synergies et compromis envisageables y sont analysés, ainsi que les coûts qui y sont associés. Ainsi par exemple, on voit que la bioénergie peut être un choix propice à l'atténuation, mais que les projets à grande échelle peuvent aussi convoiter les terres et compromettre la sécurité alimentaire des populations locales. La bioénergie est donc plus indiquée au niveau local et à petite échelle si nous voulons que ce choix soit cohérent et intégré.

Dans le chapitre 7, une section spécifique traite des régimes de propriété foncière et parle de l'accapement des terres. Nous y présentons différents points de vue, mais aussi les manières dont les terres accaparées peuvent être exploitées sous la forme de monocultures et par des pratiques non durables, avec des conséquences négatives sur l'adaptation, l'atténuation et la sécurité alimentaire. Un régime de propriété foncière qui offre une sécurité est essentiel pour soutenir l'adaptation. Nous avons également rédigé un article transversal à tous les chapitres qui aborde la notion de genre et les problèmes relatifs à la propriété foncière des femmes. Nous montrons la corrélation entre le niveau de vulnérabilité face au changement climatique et les inégalités en matière de droits d'accès aux ressources causées par les systèmes de propriété foncière officiels et informels. L'enracinement profond des structures sociales patriarcales entrave fortement la participation et le pouvoir décisionnel des femmes, notamment lorsqu'il s'agit d'utiliser les terres pour l'adaptation ou l'atténuation. En définitive, je ne suis pas certaine qu'il y ait eu une discussion très approfondie sur la concentration de la propriété foncière elle-même, mais en tout cas la question de l'accapement des terres apparaît dans le rapport.

Ce rapport n'émane pas d'une ONG ou de la société civile, il s'agit bien d'un rapport gouvernemental avec les limites de l'exercice. Il est, bien sûr, important d'aborder ces questions. Qu'un document de ce type les mentionne signifie qu'elles ne peuvent pas simplement être balayées d'un revers de la main sous prétexte qu'elles relèvent des préoccupations des mouvements de la société civile. Il devient dès lors impossible de nier leur existence. Ces informations, recueillies dans un espace scientifique, puis combinées à d'autres issues de la société civile, peuvent devenir un outil précieux dans la défense des droits des communautés concernées.

**Elles peuvent en effet être une source très importante de légitimité ! Dans le chapitre sur la sécurité alimentaire, vous indiquez de nombreuses pistes que les pays et d'autres parties prenantes peuvent emprunter pour entreprendre les efforts d'adaptation ou d'atténuation susceptibles de**

**protéger la sécurité alimentaire face au changement climatique. Nous, qui militons pour ces changements, savons que leur mise en œuvre est rarement aussi simple que nous le souhaiterions. À votre avis, quels sont les principaux obstacles à l'adoption des solutions et alternatives que vous avez identifiées ?**

Il y a de nombreux obstacles, quelquefois matériels, mais je crois que les plus critiques sont d'ordre mental. Nous avons vécu des décennies de politiques, de visions et d'approches du développement construites sur un modèle de pensée linéaire, centré sur la croissance. Ce modèle considère la technologie comme la solution à nos problèmes et les connaissances autochtones locales comme « arriérées ».

Nous devons changer ce discours. Il en existe d'autres que nous devons rendre plus visibles pour qu'ils puissent réellement apparaître comme des alternatives. Le problème reste que le discours dominant, le plus largement accepté, n'est pas considéré comme politique. Lorsqu'on tient un discours différent, même s'il est basé sur une analyse scientifique, les gens disent : « Oh, mais ça c'est de la politique ». Mais l'autre discours est tout aussi politique ! Chaque discours correspond à un modèle mental et chaque discours construit un avenir politique. Tous les discours sont donc politiques. Que je défende un avenir fondé sur la croissance économique, ou un avenir construit sur le modèle actuel de développement, je fais de la politique, même si j'utilise une base scientifique. Lorsque je parle de souveraineté alimentaire, les gens considèrent que je tiens un discours politique, même si j'ai une base scientifique. Pourquoi est-ce le seul discours qui est considéré comme politique ? Vouloir que rien ne change, c'est aussi une position politique !

C'est vraiment un obstacle politique et mental de taille. Les politiques mises en place correspondent à un modèle mental, à une vision de la marche à suivre. Si elles sont potentiellement problématiques, nous devons remonter à la source et changer de cap.

**Dans ce cas, est-il juste de dire que les mouvements pour la souveraineté alimentaire ont en partie pour rôle de structurer un discours alternatif et de tenir des propos innovants ?**

Tout à fait. Et j'y vois également une sorte d'horizon : lorsqu'on réfléchit à l'endroit où on veut aller, il ne faut jamais perdre de vue l'objectif politique final, mais aussi avoir conscience qu'il ne sera peut-être jamais atteint, du moins pas de notre vivant. Discuter, négocier, convaincre sont des processus très lents.

Au cours de ces dernières années, j'ai observé malgré tout un changement important : la reconnaissance qu'une « approche scientifique » exige d'informer aussi de l'absence d'un consensus scientifique. C'est extrêmement important et cela explique pourquoi les grandes firmes se sont retirées de l'IAASTD lorsqu'elles ont constaté que le rapport ne reprenait aucun de leurs arguments en faveur des OGM. C'est là que réside la grande force des processus et des espaces scientifiques. L'absence d'un consensus scientifique est importante en soi. Dans ces rapports internationaux, nous avons été capables d'intégrer l'ensemble des discours différents et divergents sur des sujets controversés et c'est ainsi que nous contribuerons à ouvrir des débats sociaux et politiques plus larges sur le type de solutions que nous voulons défendre.

**De nombreuses organisations qui militent pour le climat s'inquiètent des risques d'intensification de la pression sur les terres que les stratégies d'adaptation et d'atténuation basées sur celles-ci pourraient engendrer. En effet, dans les discours linéaires et technophiles, les communautés traditionnelles sont accusées d'utilisations arriérées et inefficaces des terres et des ressources, en comparaison avec d'autres « technologies durables ». Je sais que cet aspect est traité dans les chapitres 6 et 7, mais a-t-il été abordé dans vos conversations ?**

Cette question a eu une grande importance, bien qu'elle n'ait pas exactement été posée en ces termes, mais les connaissances autochtones locales ont été au centre des débats. Nombreux sont les savoirs ou les stratégies qui sont tout à fait spécifiques à un lieu ou à un contexte, telles que les cultures intercalaires, la rotation, l'association des cultures, sans oublier la culture de variétés négligées et sous-utilisées, qui peuvent être importantes pour l'adaptation et l'atténuation basées sur les terres. Mais quelles sont les obstacles à la mise en œuvre de ces solutions ? Les régimes de propriété foncière se sont avérés être un obstacle de taille. Le non-respect des accords traditionnels et informels de propriété foncière joue un rôle essentiel dans certains contextes. Les connaissances autochtones locales sont souvent liées aux petits exploitants agricoles dont les difficultés d'accès à la terre sont aggravées par la concurrence.

La question est abordée au chapitre 6, qui constate l'apparition de la concurrence pour les terres lorsque des stratégies d'atténuation, comme les cultures bioénergétiques à grande échelle, sont mises en place. Celles-ci peuvent favoriser l'accaparement des terres, au détriment de la sécurité alimentaire des communautés locales. Le rapport pose donc d'abord la question des pratiques à mettre en place. Nous avons besoin de toutes les pratiques qui capturent le CO<sup>2</sup> et favorisent l'adaptation en puisant dans les connaissances autochtones locales. La propriété foncière surgit ensuite comme un obstacle à la mise en œuvre de ces solutions, mais elle n'est pas initialement abordée comme un problème.

**À votre avis, quelle peut être la contribution de rapports comme celui-ci et d'organismes comme le GIEC à ces processus et à ces débats ? Où voyez-vous des opportunités d'approfondir ces questions dans les espaces ou processus internationaux futurs ?**

Les scientifiques demandent une meilleure prise en compte des sciences et des questions sociales. Les faits montrent clairement que la technologie ou les éléments probants issus des sciences naturelles ne peuvent à eux seuls résoudre les crises urgentes auxquelles nous sommes confrontés. Cette plus grande ouverture aux sciences sociales permet de mettre ces aspects – les connaissances autochtones, les régimes de propriété foncière – sur la table parce qu'ils font partie du débat des sciences sociales, ainsi que de la société civile, qui prennent de plus en plus de place. D'autre part, il est vrai que le GIEC est une structure imposante, une sorte de grosse machine où le moindre petit changement demande beaucoup de temps.

Il existe d'autres espaces internationaux, comme l'IPBES, la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, qui s'avèrent plus flexibles. Je travaille avec le groupe de scientifiques du

GIEC chargés d'étudier les connaissances locales autochtones, et nous souhaitons que les aînés et les aînées des communautés autochtones soient parties prenantes du processus du GIEC, afin de mettre les connaissances scientifiques et autochtones sur pied d'égalité, ou au moins pour ouvrir un espace qui y soit propice. Des forums comme l'IPBES ont déjà ouvert des portes et fait les premiers pas dans cette direction. Bien que ces forums relèvent également des Nations Unies, le cas du GIEC est beaucoup plus compliqué. Nous nous y trouvons face à une question de justice épistémique : cette structure repose sur la connaissance et, à ce titre, elle devrait être objective et placer toutes les connaissances à un même niveau.



#### EN BREF

Les processus scientifiques, comme le Groupe d'experts des Nations Unies sur l'évolution du climat, contribuent à l'émergence d'un consensus mondial sur ce qui est nécessaire d'une part et ce qui est possible de l'autre. Ils alimentent le travail des responsables politiques du monde entier.

Cependant, le processus de création de connaissances scientifiques n'est jamais simple ni politiquement neutre. Nous avons conversé avec Marta Guadalupe Rivera Ferre, une des principales auteures du chapitre sur la sécurité alimentaire du rapport du GIEC sur les terres émergées et le climat (2019), afin de mieux comprendre le processus en amont du rapport et de mieux identifier certaines des limites et des potentialités du débat scientifique international sur les terres, le climat et l'alimentation.

Le Rapport du GIEC sur les terres émergées et le climat présente l'état actuel des connaissances scientifiques sur les nombreuses relations complexes entre les stratégies d'utilisation des terres au niveau mondial et leurs impacts sur le climat de la planète.



#### CONCEPTS CLÉS

- Des espaces internationaux comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat tentent de satisfaire aux critères les plus exigeants des connaissances scientifiques, d'intégrer les positions des différentes disciplines scientifiques et d'apporter des réponses aux réalités politiques.
- Au cours de ces processus, les scientifiques travaillent ensemble pour intégrer un vaste ensemble de connaissances complexes.
- Les scientifiques impliqués dans ce processus y apportent inévitablement leur propre histoire et leurs hypothèses, y compris sur ce qui est politique et ce qui ne l'est pas.



- La souveraineté alimentaire, les connaissances autochtones locales et l'agroécologie remettent en question certaines des hypothèses implicites qui ont donné forme aux connaissances scientifiques de l'histoire moderne.
- L'inclusion d'autres types de connaissances, comme les connaissances autochtones locales, combinées aux contributions des sciences sociales et de la société civile, peuvent contribuer à faire prévaloir une vision juste et durable de l'utilisation de la terre.



#### **MOTS CLÉS**

- Terres
- GIEC
- Souveraineté alimentaire
- Agroécologie
- Changement climatique
- Connaissances autochtones
- Connaissances scientifiques
- Accaparement des terres
- Influence du genre sur l'accès à la terre

